

MOULAY DRISS MDAGHRI

Président, Association marocaine d'intelligence économique, AMIE

Tout le monde s'accorde, en ce siècle qui s'ébauche, pour dire que le proche avenir verra des mutations d'une ampleur sans précédent dans l'histoire des hommes. Ces mutations rendent beaucoup de débats obsolètes et bien des politiques en décalage profond avec les enjeux nouveaux. Ce n'est pas le lieu, ici, d'examiner en détail ces questions complexes et délicates dont les moindres ne sont pas les questions de la pauvreté, du changement climatique et du formidable bouleversement technologique en cours qui, toutes mettent en jeu la paix et la stabilité du monde autant que la continuité de l'humain. Il convient de noter, cependant, que l'horizon où ces questions se poseront avec une acuité sans précédent est à peine de quelques années. C'est dire l'urgence d'actions collectives appropriées. Les défis gigantesques auxquels les sociétés seront confrontées ne laissent aucun autre choix.

Quand on scrute les raisons profondes de cet état de choses on est bien obligé de constater que c'est au niveau de l'espace géographique que se manifestent avec le plus de vigueur les menaces en question. Partout, en effet, des territoires sont l'objet de disputes que rien ne semble permettre de résoudre, ni les projets de règlement pacifique, ni les armes, ni le temps.

Ainsi, à l'intérieur de chaque espace national, même le moins contesté et le moins sujet à des influences centripètes, s'affirment avec de plus en plus de force les particularismes et les tendances indépendantistes, souvent entretenues par des puissances tout à coup attachées à des principes qu'elles sont les premières à fouler aux pieds quand il s'agit de leurs affaires internes et de leurs propres populations.

Sur le plan local, celui des nations et à l'intérieur des nations, l'aspiration légitime à la reconnaissance de la spécificité des cultures locales et la demande de participation et d'autonomie des populations et de leurs élites doit être utilisée comme levier de développement et de progrès. Au Maroc, la politique de régionalisation doit jouer de manière totalement assumée pour donner, à chaque région, à toutes les régions, présentant un degré suffisant d'homogénéité historique et culturelle toute l'autonomie qu'il faut pour que les énergies et les forces à l'œuvre dans ces espaces soient mobilisées au profit des habitants concernés tout en veillant à ce qu'elles aient des retombées positives et qu'elles produisent des effets d'entraînement sur le reste du territoire national. L'affaire n'est pas aisée tant il faut vaincre d'obstacles à la fois politiques et psychologiques pour se débarrasser des discours conventionnels et de la langue de bois traditionnelle. Les initiatives prises par le Maroc par sa voix la plus autorisée, celle du Souverain, avec la création du Conseil Royal Consultatif pour les Affaires Sahariennes (CORCAS) et les recommandations de cet organe de concertation des provinces du sud devraient aboutir au cours de l'année 2007 à des propositions concrètes en termes de décentralisation avancée et d'autonomie, ouvrant ainsi des perspectives potentiellement intéressantes en matière d'intelligence

territoriale pour assurer le développement économique et social, la stabilité, la paix et la plus large participation des citoyens à la gestion de leur propres affaires. Pourvu que la communauté internationale soutienne un tel plan et que le voisin algérien n'y mette pas d'obstacles insurmontables.

Sans entrer dans des considérations plus détaillées et au demeurant précoces, la même démarche devrait prévaloir dans toutes les régions du Maroc et s'accompagner de la mise en place d'organes et d'instruments favorisant l'action efficace et adaptée à chaque cas. A cet égard, dans la perspective qui est la nôtre ici, la création d'observatoires régionaux chargés de la collecte, de l'analyse et de la diffusion des données pertinentes qui concernent ces régions sur tous les plans devrait favoriser la préparation et la prise de décision par les élus locaux tout en représentant des plate - formes de veille stratégique nécessaires pour qui veut agir efficacement et durablement, les technologies de l'information démultipliant les potentialités. Des organismes de financement régionaux dédiés sont, à leur tour, de nature à permettre de mobiliser les ressources et les montages nécessaires dans une perspective de dynamisation des investissements et de création d'entreprises.

Une fiscalité révisée, appropriée dans ses niveaux, ses modalités, son affectation et son recouvrement, devrait aller de pair avec ces actions pour accompagner le changement.

Il va sans dire, que dans ce contexte, au niveau du Maghreb, la construction d'un ensemble homogène est un impératif auquel il faudra bien se résoudre tôt ou tard, non certes pour quelque sentimental désir d'union ou lyrisme unioniste comme le monde arabe en a connu de bien nombreux, mais parce que le temps du mariage de raison est arrivé, imposé autant par la géopolitique que par l'économie. Il n'est nul besoin, pour ce faire, de croire à d'illusoires mots d'ordres qui empêchent de voir la réalité des intérêts réciproques qu'une telle union favoriserait et les capacités démultipliées d'influence qu'elle donnerait aux Etats de la région, notamment dans leurs dialogue - négociations avec le reste du monde en général et avec l'Europe en particulier. Il suffit de construire ensemble dans des domaines privilégiés des projets à effets d'entraînement élevé, tels les projets énergétiques et d'infrastructures, qui serviront de trame à l'édification d'un ordre futur caractérisé par la paix, la stabilité, la concertation et le développement durable.

Cet espace régional redynamisé sera alors à même de contribuer à la construction d'un espace encore plus significatif qui est l'espace méditerranéen. On sait que les centres d'influence n'ont cessé de glisser au fil des siècles d'Est en Ouest jusqu'à arriver au bord du pacifique de nos jours réduisant progressivement le rôle de la zone méditerranéenne dans les affaires mondiales. Seule une coopération accrue, renforcée, avec tout son cortège d'actions en profondeur, avec les investissements qu'il faut et la liberté de circulation des hommes et des biens nécessaire, peut encore ouvrir des perspectives nouvelles dans l'espace méditerranéen. D'autant que l'Europe latine n'a de chance de peser dans les affaires européennes et l'Europe elle-même dans les affaires mondiales qu'avec des apports démographiques, culturels économiques, énergétiques... de l'ensemble du bassin de la Mare Nostrum.

Encore faut-il que les crispations d'un autre âge soient traitées et éliminées par un acte de volonté politique commun s'appuyant sur des actions concertées de coopération et d'intégration.

Un autre aspect, gros de risques majeurs, est la croissance sauvage et rapide des villes. Si la population urbaine représente actuellement seulement 50% de la population mondiale, elle dépassera le seuil des 70 % dans les vingt à trente prochaines années et les grandes concentrations de plusieurs millions d'habitants seront légions. Quelles infrastructures, quels services, assureront les besoins incontournables en sécurité, approvisionnement, assainissement, transport... ? Quelle gouvernance surgira dans la foulée quand des mafias de tous ordres essayeront de profiter de la situation pour étendre leur empire, notamment dans les pays les plus démunis où les grandes concentrations urbaines pousseront comme des champignons dans une forêt humide ?

Croire que cette question puisse être réglée sans que parallèlement celle d'une répartition plus juste des richesses mondiales intervienne serait une pure illusion. C'est ce qui peut donner une justification réelle au concept de développement durable... Et une réelle pertinence.

S'il est une chance pour espérer, peut-être, échapper à ces périls, c'est bien de repenser sérieusement ces questions et des les traiter au plan où elles doivent être traitées de façon coordonnée et cohérente, celui de l'Intelligence des Territoires.

La technologie et le savoir enfin, sont au coeur aujourd'hui plus que jamais de toutes les avancées et déterminent la nature et la portée des stratégies à mettre en œuvre. Ils sont les vrais déterminants du développement.

En un mot, les forces à l'œuvre exigent de plus en plus de participation et donc d'autonomie dans la gestion des affaires locales. Au niveau des ensembles régionaux, la construction d'ensembles complémentaires économiquement et politiquement représente une aspiration latente réelle et un impératif économique certain. Au niveau mondial, les grands enjeux géo –stratégiques de toutes natures, notamment environnementaux, rendent nécessaires plus de coopération et d'action collective concertée. Les problèmes de la gouvernance mondiale se poseront avec de plus en plus d'acuité.

Ces trois niveaux s'articulent de manière telle que l'action à un seul ne peut permettre de faire face